

Le marché pétrolier en 2008 et en 2018 : continuité ou rupture ?

Marie-Claire Aoun*

À première vue, le marché pétrolier mondial n'a guère évolué entre 2008 et 2018. Quelques dizaines de dollars de moins pour le prix du baril de Brent (97 \$ en 2008, entre 80 et 85 \$ en octobre 2018) engendrant une manne financière considérable pour les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Avec 70 % de la production mondiale donnant lieu à des échanges internationaux, le pétrole représente toujours 35 % environ du mix énergétique mondial et la demande de brut dépassera pour la première fois le seuil des 100 millions de barils par jour en 2018.

Le pétrole occupe toujours une part prépondérante des revenus des pays de l'OPEP et ces derniers n'ont réussi ni à diversifier leurs économies ni à créer un secteur compétitif privé pour pourvoir des emplois à la population. Face à l'érosion des recettes pétrolières liée à l'effondrement des cours entre 2014 et fin 2016, l'heure était ces dernières années au recours à différents leviers pour financer le creusement des déficits budgétaires des États producteurs de pétrole : retraits de capitaux des fonds souverains, dévaluation monétaire et augmentation de la dette. Seule réforme substantielle adoptée dans de nombreux pays producteurs, le recul des subventions aux produits pétroliers permet à ces États d'alléger la facture budgétaire et de mieux maîtriser la consommation, tout en libérant des volumes d'or noir pour l'exportation. En outre, en dépit des progrès réalisés par les initiatives pour la promotion des règles de gouvernance et d'amélioration de la transparence dans l'industrie pétrolière, de nombreux pays producteurs de brut figurent toujours dans le bas de la liste des classements internationaux pour mesurer la corruption. Le constat

de malédiction pétrolière et de « paradoxe de l'abondance » que nous avons dressé en 2008 semble donc toujours d'actualité aujourd'hui.

Tout comme en 2008, les incertitudes qui pèsent sur la demande et l'offre de brut sont multiples en 2018 et mettent les cours du baril sous pression. Reflet d'une situation extrême d'effondrement institutionnel et de malédiction des ressources naturelles, le Venezuela, qui dispose des réserves pétrolières prouvées les plus importantes au monde, ne produit plus que 1,2 million de barils par jour, production la plus faible depuis 1950 qui pourrait même poursuivre son repli selon les dernières prévisions de l'Agence internationale de l'énergie. L'inquiétude des marchés pétroliers est aussi exacerbée depuis l'annonce du retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien. La compensation des deux millions de barils par jour qui pourraient manquer sur le marché du brut du fait du rétablissement de l'embargo pétrolier sur l'Iran, troisième producteur de l'OPEP, à partir du 4 novembre prochain ne sera pas aisée. L'OPEP, l'Arabie Saoudite en particulier, ne pourra substituer qu'une partie du brut iranien, et les producteurs de schiste, malgré les niveaux record de production de

* Université Paris-Dauphine – Téréga (cf. biographies p. 79-80). Les vues exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur.

pétrole américain, se heurtent quant à eux au manque d'infrastructures de transport pour évacuer leur brut sur le marché international [1]. Si on ajoute à ces incertitudes les craintes de rupture d'une partie de la production du Nigeria ou de la Libye en raison des risques d'attaques et de sabotages des installations pétrolières, ainsi qu'une fragilisation potentielle de Riyad sur la scène internationale avec l'affaire Khashoggi, les cours du brut risquent de s'envoler à la moindre défaillance. Soulignons que certains aléas géopolitiques peuvent tout de même infléchir la croissance de la demande pétrolière, avec la guerre commerciale que se livrent Pékin et Washington et ses conséquences sur l'activité économique mondiale, scénario envisagé récemment par le Fonds monétaire international.

Est-ce à dire que les évolutions actuelles du marché pétrolier s'inscrivent dans la continuité des cycles connus depuis les années 1970 ? Pas exactement. En réalité, il faut reconnaître qu'en une dizaine d'années, le marché de l'or noir a bien changé, en particulier avec l'apparition de deux facteurs majeurs qui rebattent pleinement les cartes sur la scène géopolitique mondiale.

À l'inverse de 2008, le marché pétrolier doit composer aujourd'hui avec trois pays disposant d'une production supérieure à 10 millions de barils par jour. Avec un doublement de la production de brut entre 2008 et aujourd'hui, les États-Unis deviendront à partir de 2019 les premiers producteurs de pétrole brut au monde, dépassant l'Arabie Saoudite et la Russie. Forts de progrès technologiques considérables, les États-Unis n'ont eu de cesse ces dernières années de surprendre les marchés pétroliers par la résilience de leur production de pétrole de schiste. Grâce à des gains de productivité des puits et d'efficacité des forages, les coûts de production ont été pratiquement réduits de moitié. Cette nouvelle donne pétrolière a complètement modifié le rapport de forces historiquement établi sur le marché de l'or noir et engendré une moindre dépendance des États-Unis envers le pétrole du Moyen-Orient. Malgré l'effet positif de l'envolée des cours du baril sur la production américaine et en raison des

nuisances subies par les ménages américains avec la hausse du prix du gallon d'essence, le président Trump n'a cessé d'enjoindre à son allié saoudien – à travers une succession de tweets rageurs – de rehausser la production mondiale de brut de deux millions de barils par jour, en faisant appel à la capacité résiduelle de production et à la flexibilité des gisements du royaume wahhabite. Ainsi, outre le rôle désormais structurant de la production américaine sur le marché pétrolier, un nouveau facteur dénommé « Donald Trump » ayant une influence directe sur les prix du pétrole est apparu ces derniers mois [2].

Par ailleurs, à l'échelle mondiale et dans le contexte actuel de transition énergétique, le marché pétrolier ne présente pas des tendances d'engorgement sur le long terme. Au-delà de l'impulsion politique donnée par les 195 pays signataires de l'accord de Paris en 2015, plusieurs éléments confirment bien l'existence d'une transition vers une économie plus sobre en carbone, même si la vitesse et l'ampleur de ce mouvement de bascule restent aujourd'hui très incertaines. Avec un recul de 80 % du coût du solaire et de 20 % de celui de l'éolien terrestre entre 2008 et aujourd'hui, un fléchage de plus en plus marqué des investissements vers les actifs bas-carbone et une électrification grandissante des usages, plusieurs scénarios dévoilent un pic de la demande pétrolière vers 2025. La pénétration des véhicules électriques dans le secteur des transports est encore à ses balbutiements au niveau mondial, mais elle bénéficie d'un fort soutien public dans de nombreux pays. Conjuguées à d'autres alternatives technologiques (biocarburants, gaz naturel véhicules, hydrogène, GNL, etc...) pour décarboner le secteur des transports, ces solutions devraient permettre de réduire la part du pétrole prédominante dans la demande des transports de 92 % à 60 % si l'on se fie au scénario *Sustainable Development Scenario* de l'Agence internationale de l'énergie, qui intègre les engagements de l'Accord de Paris, les objectifs mondiaux de développement durable des Nations unies ainsi que les objectifs environnementaux sur la qualité de l'air. Le secteur pétrochimique paraît quant à lui être le principal

moteur de la consommation de pétrole brut à long terme, tiré par une demande explosive de plastique, d'engrais, d'emballages, de vêtements et de détergents, avec le développement des classes moyennes dans les pays émergents [3].

Cette omniprésence du pétrole, amplement due à l'évolution démographique, ne peut persister sur le long terme, si on se réfère au dernier rapport spécial du Groupe d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) publié en octobre 2018, qui alerte une fois de plus les États sur les conséquences d'un réchauffement des températures de plus de 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle. Différentes trajectoires de transition sont envisagées par le GIEC, toutes fondées sur une baisse de la consommation mondiale d'énergies fossiles, même si l'ampleur de ce recul reste encore sujette au degré de déploiement de différentes technologies, notamment de la capture et stockage du carbone. Ainsi, le paradigme du marché pétrolier a-t-il changé par rapport à 2008 : le débat ne porte plus aujourd'hui sur un pic potentiel de production dans le secteur pétrolier, mais plutôt sur l'avènement à moyen-long terme d'un plafond de la demande issu des politiques de transition énergétique.

En somme, dans le paysage actuel en plein bouleversement et face à ces mutations géopolitiques, technologiques, économiques et climatiques à l'œuvre dans nos systèmes énergétiques, aujourd'hui plus que jamais s'impose la nécessité de diversifier les économies des pays producteurs pour réduire leur dépendance à l'égard de l'or noir et penser l'après-pétrole. À l'impératif de diversification économique s'ajoute donc une menace autrement plus forte sur les États pétroliers, celle liée aux politiques climatiques qui risque de mettre en péril ces économies sur le long cours. Si cette thèse venait réellement à se confirmer, le pétrole n'aura donc été, pendant de longues décennies, pour de nombreux pays producteurs que « la tentation de la facilité et de l'abondance, de l'opulence et de la puissance, de la fortune et du pouvoir » [4].

RÉFÉRENCES

- [1] Voir sur ce sujet les analyses de l'IFPEN sur les marchés pétroliers, « Un embargo pétrolier strict sur l'Iran sera difficile à compenser », 12 octobre 2018 et « Contraintes sur l'offre, compensation OPEP et incertitudes économiques », 4 juillet 2018.
- [2] « Un facteur prix dénommé Trump », édito *Europénergies*, N° 194, juillet 2018.
- [3] « Le marché pétrolier à un tournant », Marie-Claire Aoun, *Politique étrangère* 2018/3 (automne).
- [4] *Œuvres*, R. Kapuscinski, éditions Flammarion, 2014.